

Social

Les parents solidaires de la grève des éducatrices

Quelque 8000 manifestants ont défilé mardi à Lausanne. Entre un tiers et la moitié des parents lausannois ont suivi les demandes du personnel en cherchant d'autres solutions de garde

Mathieu Signorelli Textes
Florian Cella Photos

La police et les organisateurs ont fait les mêmes estimations: 8000 personnes ont manifesté mardi soir à Lausanne, dans un cortège qui s'étendait sur près d'un kilomètre. Un chiffre qui pourrait faire date. Enfants, parents, éducatrices et éducateurs, enseignants, politiciens de gauche, syndicalistes, tous répondaient à l'appel de plusieurs organisations professionnelles. Leur message: non aux nouvelles normes de l'accueil parascolaire, pour l'accueil des enfants dès 4 ans.

Ces nouvelles normes ont été établies par l'Établissement intercommunal pour l'accueil parascolaire (EIAAP). Elles prévoient notamment d'augmenter la taille des groupes et de diminuer la proportion de professionnelles dans les équipes éducatives.

Le succès de la mobilisation des éducatrices dépendait en grande partie du soutien des parents. Elle a fonctionné dans tout le canton. Surtout à Lausanne, où de nombreuses structures préscolaires et parascolaires, privées et publiques, étaient en grève ce mardi, parfois pour toute la journée, parfois pour quelques heures. Dans tous les cas, une offre minimale était garantie aux parents sans solution. Ailleurs dans le canton, la mobilisation s'est surtout traduite par des actions symboliques et des débrayages, en plus de la manifestation.

Solidarité et efforts

«Parmi les structures parascolaires lausannoises publiques, trois quarts d'entre elles ont fermé avant leur heure officielle», explique Maria Pedrosa, secrétaire du Syndicat des services publics (SSP), l'un des principaux organisateurs de la mobilisation. «Cela montre l'importante solidarité des parents, qui sont inquiets pour la prise en charge de leurs enfants.»

De son côté, la Ville de Lausanne tient aussi ses propres statistiques. «Sur l'ensemble des 8000 contrats d'accueil de jour à Lausanne, j'estimerais qu'entre un tiers et la moitié des parents ont gardé leurs enfants à la maison. Ils ont été très compréhensifs», note Jean-Claude Seiler, le chef du Service communal d'accueil de jour de l'enfance (SAJE). À noter que la Municipalité de Lausanne a déjà dit son opposition aux nouvelles normes.

«Dans les structures parascolaires publiques, c'est-à-dire les 25 APEMS pour les écoliers de 3P à 6P, nous avons eu ce mardi à peu près un quart des enfants pour lesquels les parents n'avaient pas d'autre solution de garde», ajoute Jean-Claude Seiler.

Parfois aucun enfant

Certaines structures d'accueil lausannoises se sont même re-



Départ
Comme dans de nombreuses autres structures d'accueil, les parents du Centre de vie enfantine (CVE) de Malley-Prairie, à Lausanne, sont venus chercher leurs enfants plus tôt que d'habitude mardi, à la demande des équipes éducatives.



Wilson et Erika Gomez, parents de Samuel et d'Alexander. «Nous travaillons tous deux, mais nous sommes quand même venus les chercher plus tôt.»



Lili Lekashvili, maman de Maryam et d'Anastasia. «Aujourd'hui, j'ai dû courir pour les chercher ici. Mais je me suis arrangée avec le boulot.»



Tamsir Faye, papa de Mariama: «Les éducatrices doivent pouvoir respirer. Le calme est important pour que nos enfants se sentent bien.»

trouvées sans enfants. Parmi elles, le Centre de vie enfantine (CVE) de Malley-Prairie. Son unité d'accueil pour écoliers (UAPE) était fermée toute la journée. Ses garderies (pour les enfants de 0 à 4 ans) ont fermé dès 16 h et tous les parents, sans exception, ont récupéré leur progéniture. Tous disent leur soutien aux éducatrices.

«Je pense qu'elles doivent pouvoir respirer et que c'est pour cela qu'elles s'opposent aux nouvelles règles», explique Tamsir Faye, venu récupérer sa petite Mariama. «Mais si je comprends l'impact des nouvelles règles pour le personnel, je me pose la question pour les parents.»

Une chose est sûre: tous ont dû faire un effort pour cette mobilisa-

tion. C'est le cas de Lili Lekashvili, maman de Maryam et d'Anastasia. «Je suis toute seule, avec trois enfants. Aujourd'hui, j'ai dû courir pour chercher les deux grandes ici. Mais je me suis arrangée avec le boulot.»

Idem pour Wilson et Erika Gomez, les parents d'Alexander et Samuel. «Nos enfants restent en général jusqu'à 18 h. Nous tra-

vaillons tous les deux, mais nous sommes quand même venus les chercher aujourd'hui à 16 h.»

«Une lutte légitime»

Directrice du CVE, Anne-Lise Dell'Eva leur en est reconnaissante. «Je m'attendais à certaines difficultés, mais aucun parent ne s'est plaint, se réjouit-elle. Ils ont dû trouver des solutions pas tou-

jours simples. Nous le voyons comme un soutien de leur part.»

Quelle sera la suite de cette grève et de cette mobilisation? L'EIAAP indique déjà qu'il ne retirera pas son texte, estimant qu'il a été mal compris jusqu'ici (*lire encadré*). Quant à Nuria Gorrite, la présidente socialiste du Conseil d'État, elle appelle au dialogue. Pour elle, cette journée de mobilisation et de grève résulte d'une «mécompréhension mutuelle» et d'«a priori» entre les éducatrices et l'EIAAP. «Cette grève et cette lutte sont légitimes, dans un champ professionnel qui lutte depuis longtemps pour sa reconnaissance. J'ai dit à répétitions reprises à l'EIAAP qu'il avait à construire cette connaissance mutuelle.»

«Les reproches qui nous sont faits me surprennent»

● L'Établissement intercommunal pour l'accueil parascolaire (EIAAP) est à l'origine du changement de réglementation. Son président, le syndicaliste radical de Chavornay, Christian Kunze, s'explique.

Que répondez-vous aux professionnels en grève?

Je ne m'exprimerai pas sur cette opération, elle est de leur responsabilité. Je peux comprendre qu'il y ait certaines craintes. Certaines personnes s'inquiètent peut-être pour des

choses qui ne posent aucun problème dans d'autres régions. Ce qui me surprend, ce sont les reproches qui nous sont faits, notamment sur les réseaux sociaux. Sur plusieurs éléments, comme les trajets entre l'école et la structure d'accueil par exemple, nous reprenons le cadre de référence actuel.

Pourtant la mobilisation touche tout le canton, en ville et à la campagne.

Je n'aime pas utiliser ce terme de Donald Trump, mais il y a eu des «fake news». Demandée par

certaines réseaux d'accueil pour des raisons de flexibilité, l'augmentation du nombre d'enfants ne concerne par exemple que les plus grands enfants, une classe d'âge pour laquelle la demande en places d'accueil est la plus faible. L'inquiétude est beaucoup liée à ce qui se passe au niveau local, à l'ambiance de travail dans les structures. Quand elle est bonne, cela se passe bien. Quand elle est mauvaise, on est beaucoup plus sensible.

Cette ambiance est-elle due à

la difficulté du métier?

Non, à des raisons humaines, entre les personnes. Ce n'est pas partout le cas, mais à certains endroits.

Le retrait de votre texte, demandé par cette mobilisation, est-il envisageable?

L'EIAAP ne s'est pas prononcé sur le retrait de ce texte qu'il vient de publier. Ce document a été accepté par l'Office cantonal de l'accueil de jour des enfants (OAJE), qui estime qu'il pourra jouer son rôle de surveillance.

Sur le web aujourd'hui

● Revivez la journée de grève en vidéo en scannant le code QR ci-dessus.

